l'organisation des postes comptables publics relevant du ministère des communications,

Vu le décret n° 97-1778 du 4 septembre 1997, chargeant Monsieur Brahim Ben Khedher, inspecteur des PTT, des fonctions de mandataire chef de section exploitation à la recette régionale des postes de Béja relevant du ministère des communications.

Arrête :

Article premier. - Conformément aux dispositions du paragraphe deux de l'article premier de décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Brahim Ben Khedher, inspecteur des PTT chargé des fonctions de mandataire chef de section exploitation à la recette régionale des postes de Béja est habilité à signer par délégation du ministre des communications tous les actes entrant dans le cadre de ses attributions à l'exception des actes à caractère réglementaire.

Art. 2. - Le présent arrêté prend effet à compter du 4 septembre 1997 et sera publié au journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 8 octobre 1997.

Le Ministre des Communications

Ahmed Friâa

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre des communications du 8 octobre 1997, portant délégation de signature.

Le ministre des communications,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature,

Vu le décret n° 97-129 du 22 janvier 1997, portant nomination du ministre des communications,

Vu le décret n° 97-563 du 31 mars 1997, modifiant et complétant le décret n° 95-2032 du 16 octobre 1995, fixant l'organisation des postes comptables publics relevant du ministère des communications,

Vu le décret n° 97-1775 du 4 septembre 1997, chargeant Monsieur Amor Bekri, inspecteur des PTT au ministère des communications des fonctions de receveur régional des postes de Bizerte.

Arrête :

Article premier. - Conformément aux dispositions du paragraphe deux de l'article premier du décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Amor Bekri, inspecteur central des PTT chargé des fonctions de receveur régional des postes de Bizerte est habilité à signer par délégation du ministre des communications tous les actes entrant dans le cadre de ses attributions à l'exception des actes à caractère réglementaire.

Art. 2. - Le présent arrêté prend effet à compter du 4 septembre 1997 et sera publié au journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 8 octobre 1997.

Le Ministre des Communications

Ahmed Friâa

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

Décret n° 97-1989 du 6 octobre 1997, complétant le décret n° 94-822 du 11 avril 1994 portant détermination de la liste des zones touristiques municipales.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre du tourisme et de l'artisanat,

Vu la loi n° 73-81 du 31 décembre 1973, portant promulgation du code de la comptabilité publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment la loi n° 89-42 du 8 mars 1989 et la loi n° 89-115 du 30 décembre 1989 (articles 49, 50 et 51),

Vu la loi n° 75-34 du 14 mai 1975, portant institution d'une taxe hôtelière au profit des communes et conseils régionaux telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 92-122 du 29 décembre 1992 portant loi de finances pour la gestion 1993 et notamment son article 88,

Vu la loi n° 92-122 du 29 décembre 1992, portant loi de finances pour la gestion 1993 et notamment ses articles 38, 39 et 40 relatifs à la création d'un fonds spécial du trésor intitulé fonds de protection des zones touristiques,

Vu le décret n° 94-822 du 11 avril 1994, portant détermination de la liste des zones touristiques, municipales, tel qu'il a été modifié par le décret n° 96-1474 du 26 août 1996,

Vu l'avis des ministres de l'intérieur, des finances, du développement économique et de l'environnement et de l'aménagement du territoire,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Il est ajouté à la liste des zones touristiques municipales, prévues par l'article premier du décret susvisé n° 94-822 du 11 avril 1994 tel que modifié par le décret n° 96-1474 du 26 août 1996, la zone touristique municipale qui suit : - Kerkennah.

Art. 2. - Les ministres de l'intérieur, des finances, du tourisme et de l'artisanat, du développement économique et de l'environnement et de l'aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 6 octobre 1997.

Zine El Abidine Ben Ali

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 97-1990 du 6 octobre 1997, complétant le décret n° 94-427 du 14 février 1994 portant classification des investissements et fixant les conditions et les modalités d'octroi des encouragements dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements et notamment son article 35,

Vu le décret n° 94-427 du 14 février 1994, portant classification des investissements et fixant les conditions et les modalités d'octroi des encouragements dans le secteur de l'agriculture et de la pêche l'ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 97-118 du 20 janvier 1997,

Vu l'avis des ministres des finances et du développement économique,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - L'article 14 du décret n° 94-427 du 14 février 1994 susvisé et complété par un paragraphe ainsi libellé.

"La prime d'investissement prévue par le présent article est prélevée sur les ressources du fonds spécial du développement agricole et servie de la même manière que celle prévue par l'article 13 du présent décret".

Art. 2. - Les ministres des finances, du développement économique et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 6 octobre 1997.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 97-1991 du 6 octobre 1997.

Monsieur Jamel Rekhis, est nommé professeur hospitalo universitaire en médecine vétérinaire à l'école nationale de médecine vétérinaire de Sidi Thabet à compter du 16 janvier 1997.

Par décret n° 97-1992 du 6 octobre 1997.

Monsieur Brahim Laâmari, ingénieur général, est chargé des fonctions de commissaire régional au développement agricole de Mahdia et ce à compter du 11 août 1997.

Par décret n° 97-1993 du 6 octobre 1997.

Monsieur Taïeb Mansour, ingénieur général, est chargé des fonctions de commissaire régional au développement agricole de Bizerte et ce à compter du 11 août 1997.

Par décret n° 97-1994 du 6 octobre 1997.

Monsieur Abdelkader Amira, ingénieur général, est chargé des fonctions de commissaire régional au développement agricole de Sousse et ce à compter du 11 août 1997.

Par décret n° 97-1995 du 6 octobre 1997.

Monsieur Salah Dhifallah, ingénieur en chef, est chargé des fonctions de commissaire régional au développement agricole de Sfax et ce à compter du 11 août 1997.

Par décret n° 97-1996 du 6 octobre 1997.

Monsieur Abdellatif Kaâbachi, ingénieur en chef, est chargé des fonctions de commissaire régional au développement agricole de Tunis et ce à compter du 11 août 1997.

Par décret n° 97-1997 du 6 octobre 1997.

Monsieur Salah Znezen, ingénieur en chef, est chargé des fonctions de commissaire régional au développement agricole de Kasserine et ce à compter du 11 août 1997.

MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE

Décret n° 97-1998 du 6 octobre 1997, complétant le décret n° 93-1129 du 10 mai 1993 fixant l'organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement des commissariats régionaux à la jeunesse et à l'enfance.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de la jeunesse et de l'enfance,

Vu la loi n° 73-81 du 31 décembre 1973, portant promulgation du code de la comptabilité publique, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée, et notamment la loi n° 96-86 du 6 novembre 1996,

Vu la loi n° 95-92 du 9 novembre 1995, relative à la publication du code de la protection de l'enfant,

Vu le décret n° 88-188 du 11 février 1988, réglant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels de secrétaire général de ministère, de directeur général d'administration centrale, de directeur d'administration centrale, de sous directeur d'administration centrale et de chef de service d'administration centrale,

Vu le décret n° 93-1129 du 10 mai 1993, fixant l'organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement des commissariats régionaux à la jeunesse et à l'enfance, et notamment ses articles 5 et 11,

Vu le décret n° 96-1134 du 17 juin 1996, portant statut particulier du corps des délégués à la protection de l'enfance et les domaines de son intervention et ses moyens d'action avec les services et les organismes sociaux concernés,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Il est ajouté à l'article 5 du décret n° 93-1129 du 10 mai 1993 sus-visé, l'alinéa suivant :

Le commissariat régional à la jeunesse et à l'enfance comprend en outre, un bureau de délégué à la protection de l'enfance.

Art. 2. - Il est ajouté à l'article 11 du décret n° 93-1129 du 10 mai 1993 sus-visé l'alinéa suivant :

- le chef du bureau de délégué à la protection de l'enfance est nommé par décret sur proposition du ministre de la jeunesse et de l'enfance. Il bénéficie des indemnités et avantages alloués à un chef de service d'administration centrale.

Art. 3. - Il est ajouté au décret n° 93-1129 du 10 mai 1993 sus-visé l'article 10 bis suivant :

Article 10 bis : Le chef du bureau de délégué à la protection de l'enfance est chargé des missions attribuées au délégué à la protection de l'enfance énoncées dans le code de la protection de l'enfant publié par la loi n° 95-92 du 9 novembre 1995 sus-visé.

Art. 4. - Les ministres de la jeunesse et de l'enfance et des finances, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 6 octobre 1997.

Zine El Abidine Ben Ali